

CONGO

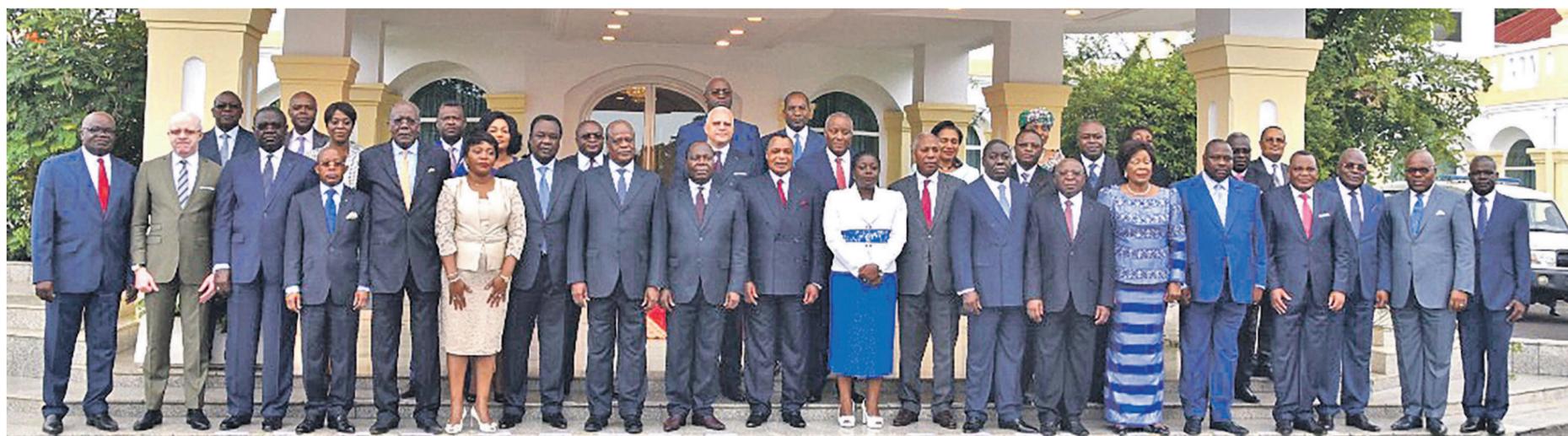
LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3002 - LUNDI 28 AOÛT 2017

CONSEIL DES MINISTRES

Pas de vacances pour
les membres du gouvernement

Le président de la République et les membres du gouvernement

Se mettre immédiatement au travail, telle est l'invite faite aux membres de la nouvelle équipe gouvernementale, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lors du Conseil des ministres inaugural

tenu le 26 août, au Palais du peuple. Pour le chef de l'Etat comme pour son gouvernement, le calendrier est si chargé « *qu'il n'est pas question de vacances ou de congés sous quelle que forme que ce soit* ».

Au nombre des actions prioritaires figurent, les discussions avec le Fonds monétaire international, l'élaboration de la loi des finances 2018 et la diplomatie. Le gouvernement devra aussi tout mettre en œuvre afin

que le trafic reprenne sur le Chemin de fer Congo-Océan arrêté depuis plus d'un an du fait de la destruction de ses infrastructures par les miliciens ninjas-Nsiloulous dans le département du Pool. **Page 4**

SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Environ 54 millions de dollars dépensés
au profit des réfugiés au Congo

Des réfugiés centrafricains dans la Likouala

Entre 2014 et 2016, les agences des Nations unies ont dépensé environ 54 millions de dollars (plus de 30 milliards FCFA) pour faire face aux besoins des réfugiés et des populations congolaises

qui les accueillent, notamment dans le département de la Likouala. Selon le représentant du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés au Congo, Cyr Modeste Kouamé, au total 57 474 réfugiés vivaient au Congo à la fin de 2016 dont environ 30 000 dans le département de la Likouala, avec une forte présence de ressortissants centrafricains. **Page 16**

COOPÉRATION

Des chercheurs chinois visitent
Les Dépêches de Brazzaville

Une délégation de chercheurs de l'Institut chinois des relations internationales, conduite par son directeur Xu Weizhong, s'est entretenue, le 26 août à Brazzaville, avec le directeur des Rédactions du quotidien « *Les Dépêches de Brazzaville* », Emile Gankama, pour mieux cerner les domaines de coopération à explorer.

Dans cet échange, la coopération dans le domaine agricole, retenue comme l'un des domaines par excellence de développement de la coopération bilatérale et du partenariat économique, s'est taillée une bonne place.

« *De la Chine, le Congo espère avoir de l'expertise et du soutien en vue de l'élaboration d'une vision sur les prix, les technologies, les produits privilégiés, etc. Parce que le Congo ne pourra pas se développer sans l'agriculture et l'industrie. Développer le mar-*



Les chercheurs chinois reçus par le directeur des Rédactions de local est une chose, mettre le cap sur le marché international en est une autre, tout aussi importante pour drainer des devises dans le pays », a estimé Xu Weizhong, le responsable des études africaines de cet institut. **Page 6**

BASSIN DU CONGO

À la recherche des normes communes de gestion des paysages forestiers intacts

Les experts forestiers des pays du Bassin du Congo, les représentants des populations autochtones, les Organisations de conservation de la nature et les opérateurs du secteur privé, réunis à Brazzaville, ont statué le 24 août sur les indicateurs d'identi-

fication et de gestion des paysages forestiers intacts applicables dans cette région.

« Nous avons travaillé depuis plus de 3 ans sur cette problématique. C'est donc aujourd'hui l'achèvement d'un voyage qui a commencé il y a plus de trois

ans. Nous espérons actuellement trouver à huis clos un consensus sur les indicateurs, donc des modalités de gestion, qui seraient acceptables aussi bien par les gouvernements que par les sociétés forestières d'exploitants et les ONG de conservation de la

nature », a expliqué le directeur du programme FSC Bassin du Congo, Mathieu Auger-Schwartzberg, à quelques heures de la fin de cette rencontre de trois jours à Brazzaville. **Page 2**

Bureaux des Conseils communaux et départementaux élus le 24 août 2017

Page 5

**ÉDITORIAL
Ragots**

Page 2

ÉDITORIAL

Ragots

Le spectaculaire développement des réseaux sociaux, via internet, ces dernières années a indiscutablement brisé les barrières de l'espace et du temps qui limitaient jusqu'à présent les rapports entre les hommes. Mais il a du même coup généré des problèmes dont l'actualité internationale nous démontre chaque jour la gravité à travers les attentats terroristes qui frappent différentes parties du monde et que permettent de préparer ces mêmes réseaux sociaux. Comme toujours dans le monde des hommes le meilleur peut ainsi engendrer le pire.

Ce qui précède relève de la simple observation quotidienne, mais a pour conséquence que l'on doit de plus en plus se garder d'accorder du crédit aux informations qui circulent sur le «web» tant que celles-ci ne sont pas vérifiées ou authentifiées de façon sûre et certaine. La désinformation étant devenue, grâce aux nouvelles technologies de la communication, un outil sophistiqué nous risquons en effet, si nous n'y prenons garde, de commettre des erreurs de jugement dont les conséquences pourraient s'avérer grave.

Ceci étant vrai dans la sphère privée tout autant que dans la sphère publique deux précautions s'imposent à ceux, de plus en plus nombreux de par le vaste monde qui sont connectés en permanence.

° La première est de ne jamais prendre, comme on dit, pour argent comptant les informations, les ragots, qui circulent sur la toile et de vérifier par tous les moyens possibles leur sérieux, leur objectivité, leur fondement.

° La deuxième est de bien réfléchir avant de commenter publiquement soi-même, ou de transmettre ces mêmes informations, ces mêmes ragots, tout spécialement lorsque ceux-ci relèvent de sujets sensibles.

Ajoutons pour conclure provisoirement sur ce sujet que les dérives de toute nature engendrées par l'explosion des réseaux sociaux qui marquent notre époque confèrent à la presse une responsabilité de plus en plus grande dans la surveillance de l'actualité. Plus que jamais les journalistes que nous sommes doivent s'attacher à décrypter les événements qu'ils relatent afin de distinguer le vrai du faux, de séparer l'information et la manipulation.

Les Dépêches de Brazzaville

BASSIN DU CONGO

À la recherche des normes communes de gestion des paysages forestiers intacts



Les participants à la réunion de Brazzaville ; crédit photo Adiac

Des experts forestiers du Bassin du Congo, des représentants des populations autochtones, des organisations de conservation (WWF, WCS) et des opérateurs du secteur privé, ainsi que la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) réunis à Brazzaville, se sont séparés le 24 août après avoir planché sur l'élaboration des indicateurs d'identification et de gestion des paysages forestiers intacts.

Cette réunion du groupe sous-régional de travail Bassin du Congo est une recommandation de la 7e Assemblée générale du Conseil de surveillance des forêts (FSC) dans le monde, tenue en septembre 2014 à Séville en Espagne. Elle demandait, en effet, aux opérateurs forestiers certifiés selon la norme FSC, d'augmenter la conservation des paysages forestiers intacts. Selon le directeur de Programme FSC Bassin du Congo, Mathieu Auger-Schwartzberg, la rencontre de Brazzaville visait, entre autres, à définir les indicateurs spécifiques afin de gérer et d'accroître la protection des paysages

forestiers intacts. « Nous avons travaillé depuis plus de 3 ans sur cette problématique. C'est donc aujourd'hui l'achèvement d'un voyage qui a commencé il y a plus de trois ans. Nous espérons actuellement trouver à huis clos un consensus sur les indicateurs, donc des modalités de gestion qui seraient acceptables aussi bien par les gouvernements que par les sociétés forestières d'exploitants et les ONG de conservation de la nature », a-t-il expliqué, rappelant que le but du FSC est de créer une plateforme de dialogue.

Interrogé sur la position de la sous-région au niveau mondial, Mathieu Auger-Schwartzberg a indiqué que le Bassin du Congo était depuis plus d'une vingtaine d'années le laboratoire mondial des meilleures pratiques. Même s'il y a encore beaucoup de choses à améliorer, la gestion pratiquée par les compagnies responsables est à féliciter. Avec près de 2,5 millions d'hectares de forêts certifiées FSC, la République du Congo est le leader mondial en termes de forêts

naturelles tropicales certifiées FSC dans le monde.

« Nous espérons qu'un consensus sera trouvé entre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux. Si consensus il y a, chaque pays du Bassin du Congo qui a un groupe national d'élaboration des normes (Cameroun, République du Congo, Gabon et République démocratique du Congo), internalisera les résultats et les décisions qui ont été prises pour développer et finaliser les normes nationales FSC pour la certification », a poursuivi Mathieu Auger-Schwartzberg.

Rappelons que la vision du FSC est de promouvoir une gestion économiquement viable, écologiquement soutenable et socialement bénéfique pour les populations des forêts du monde. Quant au Paysage forestier intact (PFI), plus souvent désigné par Intact Forest Landscape, il signifie une zone forestière existante, un paysage « naturel » considéré comme à la fois non artificiellement morcelé et non dégradé.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ÉCONOMIE FORESTIÈRE

Rosalie Matondo se fixe plusieurs objectifs

La ministre de l'Économie forestière et du développement durable, Rosalie Matondo, reconduite à son poste dans le nouveau gouvernement, a annoncé hier à ses collaborateurs, les priorités du département parmi lesquelles, le renouvellement de la loi forestière datant de 16 ans.

« Pendant les seize derniers mois, nous avons préparé la révision du code forestier. Nous allons soumettre cette vision au nouveau gouvernement, et au parlement », a indiqué Rosalie Matondo.

S'agissant de la certification forestière, la ministre entend poursuivre les aménagements forestiers. Rappelons que sur une superficie totale de 21 millions d'hectares de forêts denses recensées, le Congo dispose actuellement de 1.574.310 hectares certifiés, dont deux en chaîne de contrôle et deux en gestion forestière.

Le ministère de l'Économie forestière entend diversifier son secteur d'activité via la transformation plus poussée du bois. Les sociétés forestières évoluant au Congo sont, par conséquent, invitées à participer à l'industrialisation de ce secteur.

En vue d'améliorer les recettes du bois au Trésor public, le département s'emploie à mettre en place une bonne documentation. « Il s'agit pour nous de comprendre et de faire comprendre aussi à la population ce que le bois apporte dans les recettes nationales. Les gens parlent beaucoup sans comprendre ce qu'il en est réellement », a-t-elle souligné.

Par ailleurs, dans le souci de rendre disponible le bois sur le marché national au prix abordable, le ministère et les sociétés forestières sont en train de réfléchir sur le partage de production.

La République du Congo est l'un des pays d'Afrique centrale ayant en partage les forêts du Bassin du Congo qui est le deuxième poumon vert du monde après la forêt amazonienne. Le domaine forestier congolais couvre plus de 20 millions d'hectares, soit plus de 60 % du territoire national.

Le secteur du bois occupe la deuxième place dans l'économie congolaise après le pétrole. Ce secteur représente près de 5 % du PIB et une part importante des exportations. Dans le cadre de la lutte contre les coupes illégales et le commerce y afférent, le pays s'est inscrit volontairement dans l'initiative FLEGT (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux).

Lopelle Mboussa Gassia

CORPORATION

Les jeunes entrepreneurs du numérique veulent s'unir en association

Développeurs, designers, managers projets et autres spécialistes des métiers du numérique se sont convenu, vendredi à Brazzaville, de faire de l'Association des jeunes entrepreneurs du numérique du Congo (AJENC) un outil de promotion et de valorisation des métiers, en vue de contribuer efficacement à l'éclosion d'une véritable économie numérique au Congo.

Créée en avril 2017, l'AJENC doit aller au-delà d'une association pour revêtir une compétence corporative. Si ce « digital Talk » organisé vendredi avec l'aide du Pnud a servi d'invite aux autres professionnels de rejoindre l'initiative, il a été surtout l'occasion de poser les jalons d'une vraie opportunité qu'offre une organisation de professionnels.

« Ensemble nous pourrions atteindre les défis qui se posent à nous. Les solutions à plusieurs inquiétudes que nous soulevons peuvent trouver des réponses si l'AJENC est mieux organisée et si nous parlons tous le même langage », a déclaré Biberic Gakegne Lokwa, manager projet à l'association.

L'AJENC voudrait, en effet, défendre les droits des développeurs et entrepreneurs du numérique pour que ceux-ci s'expriment davantage et gagnent mieux leur



Biberic Lokwa au premier plan (Adiac)

vie. Plusieurs défis se posent à ces jeunes dont l'écosystème du numérique au Congo offre à la fois d'opportunités mais aussi des difficultés à surmonter.

Malgré l'affluence de talents reconus et l'existence d'incubateurs, le génie congolais peine à se libérer, même localement. « La plupart des applications que nous utilisons viennent d'ailleurs alors que nous avons des créateurs qui ont réalisé des produits magnifiques », a fait remarquer un développeur.

Plusieurs préjugés entérinent cet état de fait, ont évoqué la plupart d'entrepreneurs sur place. L'absence d'un espace de dialogue pour déceler ensemble les priorités relatives à l'ancrage de l'entreprenariat dans le numérique reste l'un des torts à corriger. Les start-up ont par ailleurs fustigé la

cherté de l'Internet et l'absence de certaines lois qui doivent aider à l'éclosion de services online sécurisés et l'éclosion d'une vraie économie numérique.

Au cours de ce « digital Talk », les débats ont également porté sur l'ouverture des API par les opérateurs du mobile pour « permettre aux développeurs de gagner de l'argent ». Un sujet qui, à en croire plusieurs développeurs, devra regarder les autorités compétentes à l'instar du ministère en charge de l'Économie numérique.

Une API, (Application Programming Interface), est ce qui permet aux programmes de « parler » les uns aux autres et d'atteindre un public plus large. « Les API des opérateurs peuvent encore jouer un rôle pour débloquer la croissance des start-up. Il s'agit d'une fenêtre d'opportunité pour les opérateurs et les start-up, mais il peut ne pas durer », explique un développeur, soucieux de mieux exploiter son application.

Après Brazzaville, les managers de l'AJENC compte atteindre d'autres villes du pays pour fédérer développeurs et start-up autour de l'association. Le but est, souligne Biberic Gakegne Lokwa, « de comprendre les motivations des uns et des autres et de parvenir bientôt à une organisation corporative plus efficace pour valoriser les métiers ».

Quentin Loubou

LE FAIT DU JOUR

Nous-y voici...

Combien d'institutions restent-il à pourvoir au Congo, pour parachever celles prévues par la nouvelle Constitution ? On peut dire que les plus emblématiques l'ont déjà été. Après la présidence de la République, le 20 mars 2016, la deuxième tête de l'exécutif, le gouvernement, a été reconfigurée à la suite d'un exercice d'une année et quatre mois, l'Assemblée nationale newlook est en place, en même temps que les conseils départementaux et municipaux. Toutes ces instances électives ont vu le jour la semaine dernière.

Le mois d'août, qui est aussi pour la République du Congo, celui de la célébration de l'indépendance nationale aura été riche en événements politiques. Mais celui qui pointe à l'horizon, le mois de septembre, le sera sans doute aussi, et de façon déterminante. Si l'on

pense, en effet, aux annonces des plus hautes autorités sur les échanges avec le FMI, il sera question, pour le gouvernement, en traitant carte sur table avec cette institution, de savoir prendre la mesure des accords qui seront signés. Et ensuite d'en partager la quintessence au monde des travailleurs, des étudiants, à la population et donc au citoyen lambda.

Bien évidemment, l'autre jour, le premier conseil de cabinet du nouveau gouvernement a donné lieu à de chaudes accolades entre ceux et celles qui sont revenus ou sont venus. Une célébration tout à fait normale, car il s'agit humblement, pour chacune et chacun de prendre en considération le fait que, à confiance renouvelée ou créée, à résultats attendus. Non seulement par le chef de l'État qui a renouvelé ou créé cette confiance, mais aussi par leurs

concitoyens qui, autant qu'ils, cinq millions environ, ont les yeux (combien d'yeux ?) tournés vers leur gouvernement. Ils attendent de lui, presque des lingots d'or. Dans ces moments de crise, beaucoup plus encore !

On aimerait aussi que les Conseils municipaux et départementaux, expression de la démocratie locale, ne se contentent pas que de l'écharpe que porteront leurs distingués membres. Par le passé, quand la petite vache était dodue, on ne peut pas dire que tous ont brillé par la quête du résultat. Certains avaient pu, avec le budget disponible versé par la tutelle, remplir au mieux leur mission ; d'autres, et peut-être les plus nombreux avaient échoué à conquérir les cœurs de leurs propres mandants. Parce que les subsides financiers ne seront plus les mêmes que ceux que procu-

rait la tutelle par le passé du fait de la crise, parce qu'il faut à nos organes délibérants locaux le sens aigu des responsabilités.

Nous-y voici sur le chemin du parachèvement des institutions de la nouvelle République, vous voilà ornés de vos atours pour le bien de tous. À ceux qui ne souhaiteraient pour rien au monde écouter dire les choses telles qu'elles ont été dites, ici, avec souplesse et respect pour ceux qui lisent et ceux qui se sentent concernés, tentez s'il vous plaît de gagner l'émulation du rendement. Vos compatriotes vous en seront infiniment reconnaissants. Le contraire porterait à suivre Jules Renard : « si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez-le ! » Heureusement, le sacerdoce du mandat public est une chose vertueuse. Bon vent à tous donc !

Gankama N'Siah

CONSEIL DES MINISTRES

Pas de vacances pour les membres du gouvernement

Se mettre immédiatement au travail, telle est l'invite faite aux membres de la nouvelle équipe gouvernementale, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lors du Conseil des ministres inaugural tenu le

26 août, au Palais du peuple. Pour le chef de l'Etat lui-même comme pour son gouvernement, le calendrier de l'Exécutif est si chargé « qu'il n'est pas question de vacances ou de congés sous quelle que forme que ce soit ».

Au nombre des actions prioritaires figurent, les discussions avec le Fonds monétaire international, l'élaboration de la loi des finances 2018 et la diplomatie. Le gouvernement devra aussi tout mettre en œuvre afin que le trafic

reprenne sur le Chemin de fer Congo-Océan arrêté depuis plus d'un an du fait de la destruction de ses infrastructures par les miliciens ninjas-Nsiloulous dans le département du Pool.

Les Dépêches de Brazzaville



Le Conseil des Ministres s'est réuni le Samedi 26 Août 2017 au Palais du Peuple, sous la très haute autorité de Son Excellence, Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'Etat.

Un (1) seul point était inscrit à l'ordre du jour, à savoir une Communication du Président de la République à l'intention des Membres du Gouvernement.

Prenant la parole, Son Excellence, Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'Etat, après avoir félicité les Membres du Gouvernement récemment nommés et salué ceux qui poursuivaient leur mission, a, d'emblée, tenu à rappeler que la présente réunion du Conseil des Ministres était la première depuis la formation de la nouvelle équipe gouvernementale.

Le Chef de l'Etat a souligné que notre pays s'acheminait lentement, mais sûrement vers la finalisation du processus de rénovation de nos institutions et de notre vie publique, entamé en 2014 avec la maturation du débat sur leur évolution.

Il a rappelé que ce processus, scandé par les débats initiés par les consultations présidentielles de mai 2015, poursuivi par le Dialogue de Sibiti en juillet, avait connu son point culminant avec le référendum du 25 octobre de la même année qui a vu le peuple, dans son immense majorité, approuver l'entrée de notre pays dans une République nouvelle.

Poursuivant son propos, le Président de la République a souligné que l'élection présidentielle de mars 2016, puis les élections législatives et locales de juillet 2017, ont constitué des étapes décisives dans la mise en place de l'architecture institutionnelle voulue par le peuple congolais.

Tout en se félicitant du haut niveau de maturité des Congolaises et des Congolais, qui ont refusé de céder aux velléités de violence portées par certaines forces politiques, et ont privilégié un débat ouvert et démocratique, le chef de l'Etat a rappelé que si l'élection attendue des sénateurs permettrait la finalisation du processus de mise en place des institutions élues, celle-ci, pour être parfaite, devait impérativement être complétée par l'adoption des textes d'application permettant l'installation de toutes les institutions prévues par la Constitution du 25 octobre 2015.

A cet effet, il a instruit le Gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que l'ensemble de l'édifice institutionnel soit opérationnel avant la fin de cette année.

Abordant les urgences qui marqueront les prochaines semaines, le Président de la République a indiqué que, bien entendu, et compte tenu de leur importance, les Membres du Gouvernement devaient se mettre, individuellement et collectivement, immédiatement au travail, et ce sous sa supervision et sous la direction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

A cet égard, il a bien entendu conclu sur le fait qu'il n'était pas question de vacances ou de congés sous quelle que forme que ce soit, pour lui même et pour les Membres du Gouvernement à peine constitué, et ce compte tenu du programme chargé des prochaines semaines, à savoir :

Le début des discussions avec le Fonds Monétaire International, et ce courant septembre ; L'élaboration de la future Loi de finances exercice 2018, élaboration rendue délicate du fait de la conjoncture financière et économique traversée par notre pays ; La déclinaison d'un important calendrier diplomatique qui mettra à contribution notre pays, et notamment sa plus haute autorité, quant à la résolution de quelques crises qui traversent notre continent ; Poursuivant la déclinaison de ses grandes orientations, le Chef de l'Etat a tenu à rappeler les termes par lui utilisés durant son Message à la Nation du 14 Août dernier, prononcé à l'occasion des Festivités marquant l'anniversaire de l'accession du Congo à l'indépendance. Il a rappelé qu'il attend donc, et le peuple l'attend avec lui, un Gouvernement efficace et porté sur l'action.

Après avoir donné plusieurs exemples concrets soulignant les attentes du peuple, le Président de la République a fixé quelques orientations urgentes, à savoir :

La nécessité de la remise en service du Chemin de Fer Congo Océan (CFCO), axe de communication majeure pour notre économie et pour nos populations, infrastructure, hélas, trop souvent prise en otage par les bandits armés à la solde de M. Frédéric BINTSAMOU, alias NTUMI, ainsi que la sécurisation de la route lourde Pointe-Noire/Brazzaville ; A cet effet, il a instruit M. le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de mettre en place un Comité ministériel réunissant les départements compétents, afin de résoudre cette question. La mise en place rapide d'un Comité interministériel de lutte contre les érosions, notamment pour les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire, et ce afin de prévenir

toute catastrophe éventuelle, comme certains événements récents, dont ceux survenus dans la République sœur de SIERRA-LEONE, viennent de nous donner un triste exemple ;

Plus globalement, le Chef de l'Etat a réitéré le fait que notre pays ne connaissait ni banqueroute ni faillite. Il a souligné que le Congo traversait simplement un moment difficile, qui sera surmonté avec la contribution et la participation de tous et de chacun.

Achevant son propos, le Président de la République a appelé le Gouvernement à se lancer à ses côtés dans la bataille, soulignant que seule la volonté ferme et inébranlable des plus hautes autorités du pays serait en mesure d'insuffler au peuple l'espoir et l'optimisme nécessaires au redressement de notre pays.

Prenant à son tour la parole, M. Clément MOUAMBA, Premier Ministre, Chef du Gouvernement a, au nom de l'ensemble des Membres du Gouvernement, exprimé leur profonde gratitude pour la confiance placée ou renouvelée en tous et en chacun à l'occasion de la formation de la nouvelle équipe.

Il a assuré le Président de la République de la volonté pleine et entière du Gouvernement d'intérioriser et de mettre en œuvre les orientations précises déclinées par lui ce jour, ainsi que de poursuivre la réalisation des grands axes de son projet de société sanctifié par le peuple en mars 2016.

Concluant son propos, le Premier Ministre a assuré le Chef de l'Etat de la pleine conscience par chacun et par tous de l'importance de la responsabilité collective et individuelle qui lie les Membres du Gouvernement, et ce afin que, dans la dignité et la loyauté, ils s'efforcent d'être à la hauteur des grandes missions définies par lui.

Après ces propos, et plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président de la République a alors levé la séance.

Commencée à 10h00, la réunion du Conseil des Ministres a pris fin à 11h30.

Fait à Brazzaville, le 26 Août 2017

**Thierry Lézin MOUNGALLA/-
Ministre de la Communication et des Médias
Porte-parole du Gouvernement.**

Les conseils communaux et départementaux élus le 24 août 2017

COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Président du conseil départemental et communal

(Maire) : Roger Christian Okemba

1er Vice-président : Guy Marius Okana

2e Vice-président : Philibert Malonga

1er secrétaire : Clesh Atipo Ngapi

2e secrétaire : Mounéa Gervine

Vice-président : Angèle Doukouro

Secrétaire : Aimé Momba

Vice-président : Armand Malanda

Secrétaire : Aminata Cissé

COMMUNE DE MOSSENDO

Président: Eric Blaise Ngouloubi Sayi

Vice-président: René Mpaka

Secrétaire: Pascal Ilendo

DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

Président : Blanche Akouala

Vice-président : Jacques Oualiaoué

Secrétaire : Bernard Mpia

COMMUNE DE POINTE-NOIRE

Président du conseil départemental et communal

(Maire) : Jean-François Kando

1er Vice-président : Pierre Justin Makosso

2e Vice-président : Germain Mbemba Batsimba

1er secrétaire : Martial Odzebé

2e secrétaire : Louis Gabriel Missatou

DÉPARTEMENT DU KOUILOU :

Président : Alexandre Mabiala

Vice-président : Oscar Tchivita Sitou

Secrétaire : Amédé Tchiloemba

DÉPARTEMENT DE LA CUVETTE

Président : François Olandzobo

Vice-président : Emmanuel Itoua

Secrétaire : Sylvain Ebalé

COMMUNE DE DOLISIE :

Président : Ghislain Nguimbi Makosso

Vice-président : Félicien Nzaou

Secrétaire : Jonathan Bangola

DÉPARTEMENT DU NIARI

Président : Claude Etienne Massimba

Vice-président : Gabriel Lissouba

Secrétaire : Jean-Baptiste Yeké Kokolo

DÉPARTEMENT DE LA CUVETTE OUEST

Président : Richard Ejeni

Vice-président : Timoléon Obbié

Secrétaire : Guillaume Mbemi

COMMUNE DE NKAYI :

Président : Gaston Mampassi

Vice-président : Philippe Mboundou-Ndamba

Secrétaire : Roger Miamingui

DÉPARTEMENT DE LA BOUENZA

Président: Jean Fulgence Mouangou

Vice-président: Joseph Mounkassa

Secrétaire: Léon Loubanda

DÉPARTEMENT DE LA SANGHA

Président : Emmanuel Akouélakoum

Vice-président : Diane Tutulakando

Secrétaire : Rock Nandizo

COMMUNE DE OUESSO :

Président : Alain Ketta Bangui

DÉPARTEMENT DE LA LÉKOUMOU

Président : Okambando née Sylvie Kaki

Vice-président : Madzou Moussaka

Secrétaire : Joseph Ngangoye

DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Président : Fabien Bakoté

Vice-président : Emma Kenengué

Secrétaire : Jules Modia

DÉPARTEMENT DU POOL

Président : Joseph Kifoua

La Rédaction



BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE
"BCI"
SOCIÉTÉ ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU CAPITAL DE 12 870 340 000 DE FRANCS CFA
SIEGE SOCIAL : avenue Amilcar Cabral
BRAZZAVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
RCCM : BRAZZAVILLE 07 - B - 633

Informe le public qu'elle procède à la VENTE de ses deux immeubles présentant les caractéristiques résumées ci-après :

Premier immeuble :

Sis à Pointe-Noire, Quartier Mpita, vers l'OCI.

Superficie du terrain : 880,21 m²

Avec titre foncier

Avec villa R+1 comportant :

1 bâtiment principal à étage (1)

1 bâtiment annexe, derrière

1 grande cour avec jardin

1 piscine d'environ 10m sur 5m

1 niche avec un groupe électrogène

1 jardin

Au Rez- de -chaussée :

1 salon et une cuisine

A l'étage

5 chambres avec douches

Prix : 400 000 000 F CFA à débattre

Deuxième immeuble :

Sis à Pointe-Noire au bord de la mer, près de la gare.

Superficie du terrain : 1 964,68m²

Avec titre foncier

Villa R+1

1 piscine

1 niche pour abriter un groupe électrogène

1 guérite pour gardien

1 bâtiment annexe

Prix : 1 200 000 000 F CFA à débattre

Toute personne intéressée par ladite vente est priée d'appeler aux numéros :

PNR : 05 555 55 07/05 671 02 00 et BZV 05 676 02 65

Pour toute visite des lieux, appelez aux numéros : 05 555 55 07/05 671 02 00



Fonds Monétaire International

Le Fonds Monétaire International (FMI) est une organisation multilatérale, travaillant à promouvoir la coopération macro-économique mondiale et à promouvoir la croissance économique durable et réduire la pauvreté. Le bureau de la Représentation du FMI à Brazzaville invite des candidats à postuler pour le poste d'économiste.

Description du Poste : L'économiste sera basé à Brazzaville et rendra compte au chef de mission du FMI à Washington. Il/Elle fera partie de l'équipe du FMI pour la République du Congo et représentera le FMI aux réunions à Brazzaville. Il/Elle jouera un rôle clé dans le maintien de relations avec le gouvernement, les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile. L'économiste appuiera l'équipe du FMI par la collecte et le maintien de bases de données et aussi par la préparation de rapports réguliers sur les développements socioéconomiques et financiers et sur l'environnement politique.

Qualifications : Les candidats doivent avoir un diplôme d'études supérieures (niveau Master ou supérieur) centré sur la macroéconomie ou un sujet apparenté et une expérience professionnelle de cinq (5) ans au moins dans la gestion macroéconomique. Une expérience dans le gouvernement est un atout. Les candidates devront avoir une excellente capacité d'analyse économique avec une bonne compréhension de l'économétrie et des logiciels statistiques. Les candidats doivent posséder une bonne capacité de travail indépendant, de solides compétences en communication, orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais est un atout.

Dossier à fournir : (i) Une lettre de motivation ; (ii) Un C.V. actualisé avec une adresse complète (e-mail, n° de téléphone) ; (iii) Une Copie du ou des diplômes ; (iv) Trois Références (personnes connaissant le (la) candidat(e) sur le plan professionnel).

Demande d'emploi : Les dossiers de candidatures doivent être déposés au bureau du Représentant Résident du FMI (situé dans l'immeuble de la BEAC) et être reçus par courriel à eloukokobi@imf.org et hselim@imf.org au plus tard le **8 septembre 2017**. Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter la chargée du bureau FMI, Mlle. Edith Loukokobi par courriel (eloukokobi@imf.org) ou par téléphone (+242-06-603-10-38).

Bureau de la Représentation du FMI
5^{ème} étage Immeuble de la BEAC
Brazzaville, République du Congo

COOPÉRATION

Des chercheurs chinois visitent Les Dépêches de Brazzaville

Une délégation de chercheurs de l'Institut des études africaines, conduite par son directeur Xu Weizhong, s'est entretenue, le 26 août à Brazzaville, avec le directeur des Rédactions du quotidien « Les Dépêches de Brazzaville », Emile Gankama, pour mieux cerner les domaines de coopération à exploiter.

La coopération sino-congolaise qui, au départ était politique, est devenue économique notamment dans le domaine des infrastructures. Après l'achèvement de plusieurs projets dans ce domaine, ce pays d'Asie veut explorer d'autres secteurs afin de rentabiliser les investissements. C'est dans ce cadre que la délégation d'experts chinois a conféré avec les journalistes du quotidien « Les Dépêches de Brazzaville ». Il était question, pour ces chercheurs, de se faire une idée sur les opportunités qu'offre le Congo en vue d'étendre la coopération à d'autres domaines.

De cet entretien, la coopération dans le domaine agricole s'est révélée salutaire pour les deux parties. Le Chinois estime que cette forme de collaboration est actuellement perdant-perdant par manque d'initiatives. « Les deux pays doivent avoir une vision commune (...). Actuellement la coopération entre la Chine et l'Afrique est une coopération perdant-perdant. La coopération commerciale entre les deux parties va augmenter. Je pense que c'est le moment d'avoir plus d'investissements chinois en Afrique », soutient Xu Weizhong, directeur à l'Institut des études africaines.

« L'investissement de l'agriculture n'est pas profitable à la Chine, car nous finançons plus que nous gagnons. Nous expor-



Les chercheurs chinois et les responsables de la Rédaction des Dépêches de Brazzaville (Adiac) tons beaucoup. Nos investissements ne sont pas profitables », témoigne-t-il. Pour éviter ce problème, il recommande au Congo de s'ouvrir au marché international pour des investissements rentables. « De la Chine, le Congo espère avoir de l'expertise et du soutien. Développer le marché local est une chose, mettre le cap sur le marché international en est une autre », explique le chercheur, qui souligne la contreperformance du gouvernement congolais dans ce domaine. Pour ce faire, il faut agir de façon à booster ce secteur non seulement pour servir le marché local. « Les fruits tropicaux sont très prisés en Chine », a fait savoir Xu Weizhong, et d'insister sur la transformation des produits locaux pour faciliter l'exportation, car selon lui, le seul problème demeure les barrières douanières. Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de se doter d'une mercuriale afin de contrôler le marché.

Au cours de ces échanges, bien d'autres questions ont été soulevées, à l'instar des différentes Zones économiques spéciales (ZES) en création au Congo. « Les infrastructures demandent de l'argent. Il est aussi mieux de développer les capacités de production en Afrique. D'après moi, les Chinois ne peuvent pas décider de ce que l'Afrique veut. La crise est une opportunité pour changer les choses. L'Afrique ne peut pas se passer du développement agricole et de l'industrie manufacturière », a-t-il conclu.

Après le Congo, cette délégation se rendra au Rwanda toujours pour prospecter les domaines de coopération. Signalons que les Instituts chinois de relations internationales contemporaines (CICIR) sont un organisme de recherche complet qui met l'accent sur les études internationales et leur impact.

Josiane Mambou Loukoula

CAMEROUN

Quinze personnes abattues par Boko Haram

Dans l'Extrême-nord du Cameroun, une attaque attribuée à Boko Haram a fait 15 morts le 25 août vers minuit dans la localité de Gakara, dans l'extrême-nord du Cameroun. Huit personnes ont été enlevées par l'organisation terroriste.

« Boko Haram a abattu par balle 15 personnes à Gakara. Les islamistes ont enlevé huit personnes, mais trois d'entre elles sont rentrées le vendredi. De plus, ils ont brûlé 35 maisons », a rapporté une source sécuritaire jointe dans la région.

Dans cette localité située non loin de la frontière nigérienne, les islamistes de Boko Haram, dont les assauts dans cette région sont récurrents, ont longtemps régné en maîtres. De sources sécuritaires, beaucoup sont reclus dans les montagnes de Kerawa. Gakara leur sert souvent de point de passage pour des attaques en territoire camerounais.

Au Nigeria, cinq personnes ont été tuées vendredi dans une embuscade tendue par Boko Haram dans le nord-est du pays, quelques jours après des attentats-suicides dans les environs qui avaient fait 28 morts, selon des sources locales. Le conflit de Boko Haram, particulièrement meurtrier dans la région du lac Tchad, a fait plus de 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis que le groupe extrémiste a pris les armes en 2009.

J.M.L.

Tony Elumelu témoigne sa sympathie à la Sierra Leone avec un don de 500 000 dollars

Suite au désastre sans précédent du 14 août dernier, Tony Elumelu, Promoteur de la Fondation Tony Elumelu et Président de United Bank for Africa (UBA), a, le mercredi 23 août, effectué une visite au peuple et au gouvernement sierra-léonais pour leur témoigner sa sympathie pour les pertes importantes causées par des coulées de boue et les inondations dévastatrices qui ont coûté la vie à des centaines de personnes et portées disparues beaucoup d'autres.

M. Elumelu a, en compagnie de l'ancien Président nigérian, Olusegun Obasanjo, et sierra-léonais, Ernest Koroma, visité certains des survivants à l'hôpital Connaught à Freetown, à son arrivée dans le pays. Plus tard, au palais présidentiel de Sierra Leone, il a fait un don de 250 000 dollars au nom de la Fondation Tony Elumelu et un autre don de 250 000 dollars au nom du personnel, de la direction et du conseil de United Bank for Africa (UBA) sous forme d'une aide d'urgence aux victimes de la catastrophe.

S'exprimant en solidarité avec la Sierra Leone, M. Elumelu a chargé le secteur privé africain et mondial à se joindre aux efforts de secours et de réhabilitation en cours. « Pour moi, les dons que nous faisons sont ce qu'ils sont, insuffisants mais symboliques. A un moment comme celui-ci, le monde doit se montrer solidaire pour



soutenir les victimes de ce malheureux désastre. Ce n'est pas une situation que l'on souhaite, mais lorsqu'elle se produit, nous devons tous nous mettre ensemble pour nous soutenir mutuellement.

Il a poursuivi en exhortant le reste du monde à ne pas fermer les yeux sur le sort de la Sierra Leone: « Nous avons en mains un désastre humanitaire de grandes proportions. Cela nécessite une mobilisation à l'échelle mondiale. Nous avons enterré plus de 600 personnes et beaucoup d'autres sont encore portées disparues. Nous

devons tourner le projecteur mondial vers l'Afrique. Le monde doit se tenir aux côtés de l'Afrique tout comme l'Afrique s'est par le passé tenue aux côtés du monde ».

Le Président de UBA a rassuré les Sierra Léonais du soutien inébranlable de la Banque. « United Bank for Africa (UBA) continuera de jouer son rôle en aidant les petites et moyennes entreprises et les femmes, en particulier dans les zones touchées, pour leur permettre de reconstruire leur vie économique ».

Le Président sierra-léonais, tout ému

par ce geste, s'est félicité de la présence inébranlable de M. Elumelu aux côtés de son pays dans les moments difficiles, en précisant: « En vous, nous avons un frère et quelqu'un sur qui nous pouvons compter ». Il s'est également félicité de la consistance du Promoteur de la Fondation Tony Elumelu (TEF): « Vous nous avez toujours soutenu. United Bank for Africa (UBA) était là immédiatement après la guerre pour nous fournir des services bancaires pour soutenir nos efforts de reconstruction. Aussi, lors de notre lutte contre la maladie à virus Ebola, vous étiez là par l'intermédiaire de United Bank for Africa (UBA) et de la Fondation Tony Elumelu (TEF) et vous nous avez apporté un soutien important. Une fois encore, vous êtes là pour nous soutenir ».

Le don de M. Elumelu servira à soutenir les victimes, dont certains sont à l'hôpital et ont besoin de nourriture, de vêtements et de médicaments. Cette aide tant attendue sera également consacrée aux efforts de secours et de réhabilitation en cours et à la construction de camps permanents pour abriter les personnes affectées. Les récentes coulées de boue en Sierra Leone constituent la troisième catastrophe à dévaster ce pays d'Afrique de l'Ouest au cours de la dernière décennie.



AVIS DE RECRUTEMENT

D'UN (E) ANALYSTE DE PROJETS A L'AGENCE DE LA BDEAC A POINTE-NOIRE (CONGO)

La Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution financière internationale ayant son siège à Brazzaville, République du Congo, recrute Un (e) Analyste de Projets / Chargé (e) d'Investissements pour son AGENCE à POINTE-NOIRE. Le (la) postulant (e) doit justifier d'une formation d'ingénieur ou d'économiste (BAC+5). Il (elle) doit être ressortissant (e) du Congo et âgé (e) de 45 ans au maximum au 31 décembre 2017.

POSTE

Le (la) postulant (e) exercera ses fonctions d'Analyste de Projets de développement au sein de l'AGENCE de la BDEAC à POINTE-NOIRE (CONGO). Le poste est de type local et réservé aux ressortissants de ce pays.

PROFIL DU POSTE

Sous la supervision du Chef d'Agence, l'Analyste de Projets sera chargé (e) des études et analyses techniques, économiques et financières des projets et programmes d'investissement soumis au financement de la Banque.

QUALIFICATION, EXPERIENCE, COMPETENCES ET APTITUDES

-Être au moins titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures en génie civil, génie industriel, électricité, télécommunications, ou équivalent. ou d'une maîtrise universitaire en économie quantitative, macro-économie, économie de déve-

loppement, planification du développement, économie des finances publiques ou en analyse de politiques économiques ;

-Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une institution de financement en qualité de chargé d'investissements, dans un bureau d'études en qualité de chargé des projets ou dans une administration nationale en qualité de chargé d'études ;

-Avoir des aptitudes en évaluation technique, économique et financière des projets et programmes et des aptitudes pour la rédaction des notes de proposition d'intervention et de présentation aux instances de décision de la Banque ;

-Avoir des aptitudes dans le suivi et la supervision de l'exécution des projets de développement, l'exploitation des rapports d'avancement des travaux et l'élaboration des tableaux de bord ;

-Avoir de bonnes connaissances en élaboration des cahiers de charges pour les appels d'offres des études et travaux d'investissements ;

-Avoir des aptitudes à intégrer des équipes de travail multidisciplinaires dans un environnement multiculturel ;

-Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, etc.) et de l'Internet ;

-Maîtriser le français et/ou l'anglais ; la connaissance éventuelle de l'espagnol constitue un atout.

DEPOT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés devront soumettre à la Banque une lettre de motivation rédigée en français accompagnée de : (i) Un CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles et leurs expériences dans le domaine concerné, (ii) Un Certificat de nationalité (iii) Un Extrait de casier judiciaire datant de moins de (3) mois, (iv) Copies certifiées des diplômes.

Le dossier de candidature doit être déposé dans une enveloppe fermée, à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA BDEAC

Candidature pour le poste d'Analyste de projets de développement à l'Agence de la BDEAC à POINTE-NOIRE (CONGO)

Tél. : +242 06.652.96.71/73, +242 04.426.83.00

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO

BP : 1177 - BRAZZAVILLE

République du Congo

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 30 Août 2017 à 12h00, heure de Brazzaville.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Seuls les candidats présélectionnés pour les tests et les interviews seront contactés

AVIS DE RECRUTEMENT

D'UN(E) ASSISTANT(E) COMPTABLE A L'AGENCE DE LA BDEAC À POINTE-NOIRE (CONGO)

La Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution financière internationale ayant son siège à Brazzaville, République du Congo, recrute Un(e) Assistant(e) Comptable pour son AGENCE de POINTE-NOIRE. Le (la) postulant (e) doit justifier d'une formation en Comptabilité (BAC+3). Il (elle) doit être ressortissant (e) du Congo et âgé (e) de 45 ans au maximum au 31 décembre 2017.

POSTE

Le (la) postulant (e) exercera ses fonctions d'Assistant(e) Comptable au sein de l'AGENCE de la BDEAC à POINTE-NOIRE. Le poste est de type local et réservé aux ressortissants de ce pays.

PROFIL DU POSTE

Sous la supervision du Chef d'Agence, l'Assistant(e)-Comptable sera chargé(e) d'assurer l'imputation, la saisie, l'analyse et le contrôle des différents comptes et états comptables de la Banque.

QUALIFICATION, EXPERIENCE, COMPETENCES ET APTITUDES

-Être au moins titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures en Comptabilité (BAC+3);

-Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans ;

-Avoir des aptitudes techniques fondamentales en Comptabilité, analyse financière ;

-Maîtrise d'un minimum des Normes IAS / IFRS ;

-Avoir de bonnes connaissances des normes comptables spécifiques à l'activité de la BDEAC ;

-Avoir des aptitudes à intégrer des équipes de travail multidisciplinaires dans un environne-

ment multiculturel ;
-Avoir une bonne maîtrise des fonctionnalités informatiques Comptables et des différents applicatifs internes utilisés ;
-Maîtriser le français et/ou l'anglais ; la connaissance éventuelle de l'espagnol constitue un atout.

DEPOT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés devront soumettre à la Banque une lettre de motivation rédigée en français accompagnée de : (i) Un CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles et leurs expériences dans le domaine concerné, (ii) Un Certificat de nationalité (iii) Un Extrait de casier judiciaire datant de moins de (3) mois, (iv) Copies certifiées des diplômes.

Le dossier de candidature doit être déposé dans une enveloppe fermée, à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA BDEAC

Candidature pour le poste d'Assistant(e) Comptable à l'Agence de la BDEAC à POINTE-NOIRE (CONGO)

Tél. : +242 06.652.96.71/73, +242 04.426.83.00

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO

BP : 1177 - BRAZZAVILLE

République du Congo

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 30 Août 2017 à 12h00, heure de Brazzaville.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Seuls les candidats présélectionnés pour les tests et les interviews seront contactés.

AVIS DE RECRUTEMENT

D'UNE ASSISTANTE DE DIRECTION A L'AGENCE DE LA BDEAC À POINTE-NOIRE (CONGO)

La Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution financière internationale ayant son siège à Brazzaville, République du Congo, recrute Un(e) Assistante de Direction pour son AGENCE de POINTE-NOIRE. Le (la) postulant (e) doit justifier d'une formation en Secrétariat / Assistanat de Direction. Il (elle) doit être ressortissant (e) du Congo et âgé (e) de 45 ans au maximum au 31 décembre 2017.

POSTE

Le (la) postulant (e) exercera ses fonctions d'Assistante de Direction au sein de l'AGENCE de la BDEAC à POINTE-NOIRE. Le poste est de type local et réservé aux ressortissants de ce pays.

PROFIL DU POSTE

Sous la supervision du Chef d'Agence, l'Assistante de Direction sera chargée(e) d'assister ce dernier afin d'optimiser la Gestion des activités.

QUALIFICATION, EXPERIENCE, COMPETENCES ET APTITUDES

-Être au moins titulaire d'un diplôme d'un Bac+2 en Secrétariat de Direction ;

-Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans une institution de financement, dans un bureau d'études, ou dans une administration nationale en qualité de Secrétaire / Assistante de Direction ;

-Avoir des aptitudes techniques fondamentales en Gestion Administrative et de Secrétariat de Direction ;

-Avoir une maîtrise parfaite des planifications des Activités ;

-Maîtrise parfaite des prises des notes ;

-Avoir de bonnes connaissances des techniques d'archivages et documentation ;

-Avoir des aptitudes à intégrer des équipes de

travail multidisciplinaires dans un environnement multiculturel ;

-Avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques et différents applicatifs utilisés dans le cadre de l'activité ;

-Maîtriser le français et/ou l'anglais ; la connaissance éventuelle de l'espagnol constitue un atout.

DEPOT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés devront soumettre à la Banque une lettre de motivation rédigée en français accompagnée de : (i) Un CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles et leurs expériences dans le domaine concerné, (ii) Un Certificat de nationalité (iii) Un Extrait de casier judiciaire datant de moins de (3) mois, (iv) Copies certifiées des diplômes.

Le dossier de candidature doit être déposé dans une enveloppe fermée, à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA BDEAC

Candidature pour le poste d'Assistante de Direction à l'Agence de la BDEAC à POINTE-NOIRE (CONGO)

Tél. : +242 06.652.96.71/73, +242 04.426.83.00

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO

BP : 1177 - BRAZZAVILLE

République du Congo

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 30 Août 2017 à 12h00, heure de Brazzaville.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Seuls les candidats présélectionnés pour les tests et les interviews seront contactés.

Congo Terminal, filiale du groupe Bolloré reçoit trois certificats

Courant deuxième trimestre 2017, Congo Terminal, filiale du Groupe Bolloré a reçu des certifications sur son activité de manutention des navires porte-conteneurs au Port Autonome de Pointe-Noire. La Certification ISO 9001 /2015, la Certification Pedestrian Free Yard (Terminal sans piétons), la Certification ISPS. Ces distinctions reçues récemment par l'entreprise viennent ainsi renforcer son engagement dans l'amélioration de sa qualité de service afin de demeurer la 1ère plateforme de transbordement de l'Afrique Centrale et la porte d'entrée du bassin du Congo.

Plusieurs chefs de service et cadres de Congo Terminal se sont donc exprimés après la remise de ces certificats, à savoir Huguette Massamba, responsable Formation, Michèle Batamio, responsable qualité et Guy Michel Passi, responsable HSE/Sûreté.

Pour rappel, Bureau Veritas Certification a délivré le document qui atteste que le système de management de la firme susmentionné a été audité et jugé conforme aux exigences de la norme standard ISO 9001 : 2015.

Un autre document de Bureau Veritas Certification témoigne de ce que les pratiques et dispositions de l'entreprise susmentionnée ont été auditées et jugées conformes aux exigences de la procédure: POQHSE.PT.020 PEDESTRIAN FREE YARD CONCEPT.

Enfin, l'attestation de conformité est le troisième document qui certifie la conformité de l'installation portuaire exploitée par Congo Terminal conformément au plan de sûreté de la société avec les dispositions du chapitre XI-2 et de la partie A du Code International pour la Sûreté des Navires et des installations Portuaires (Code ISPS).

Huguette Massamba, responsable Formation à Congo Terminal a participé au processus qui a abouti à la certification ISO 9001/ 2015 :

« Avant d'arriver à l'audit de certification et à la certification elle-même, nous avons beaucoup travaillé sur les sensibilisations et les communications. On a fait beaucoup de réunions pour permettre à tous ceux qui sont dans le processus d'être à l'aise dans leur façon de travailler, d'être en conformité avec les aspirations de l'entreprise. Moi, par exemple, j'ai participé personnellement à cette première étape qui a consisté à réunir les managers, les responsables des ser-



vices pour qu'ensemble nous regardions notre politique qualité, qu'on l'adapte à notre réalité, pour que chacun sache qu'est ce qu'il faut mettre en avant dans notre manière de travailler. Après cette escale de sensibilisation et de communication, nous avons eu des audits à blanc, qui ont été organisés dans l'entreprise pour vérifier si ce que nous avons dit dans les sensibilisations et les communications était ancré dans les pratiques au quotidien. J'ai eu la chance d'être choisie comme auditrice interne

et j'ai mené les audits. Ce travail m'a permis de comprendre les enjeux qu'il y avait derrière. J'ai eu la chance ou la malchance d'auditer le directeur général. J'ai dû me donner à fond pour y arriver. A la fin de tous ces audits internes, nous avons été soumis à l'audit de certification c'est-à-dire un organisme indépendant est arrivé et nous a tous audités au même niveau, tous les processus qui ont été dans le périmètre de certification notamment la formation ».

Ce travail a apporté à coup sûr des avantages à capitaliser pour la bonne marche de l'entreprise « Cela nous a permis de savoir à quel niveau on se situait nous-même en tant que processus, moi en tant que responsable processus de la formation. On a jugé notre travail et on a regardé ce qui était bon et on nous a dit ce qui pouvait être amélioré. Cela m'a permis de savoir à quoi correspond un audit puisque je l'ai pratiqué. Aussi, être choisie comme auditrice interne est une compétence supplémentaire que j'ai reçue dans l'entreprise, je pense qu'aujourd'hui je travaille différemment par rapport à la manière dont je travaillais avant parce qu'il y a des éléments que je n'avais pas qui se sont ajoutés dans mon bagage. Aujourd'hui, quand vous êtes audités, on scrute des pratiques et quand on n'a jamais subi un audit, c'est difficile de savoir exactement qu'est ce qu'on attend de vous. Je peux dire que ce travail m'a monté en compétence dans l'entreprise, j'ai appris à mieux travailler, à comprendre que l'entreprise fonctionne comme un système. On ne peut pas travailler en autarcie, il faut être en lien avec les autres. »

En dépit des efforts fournis, les écueils n'ont pas manqué « Souvent en entreprise, dans nos mentalités, on pense qu'on est seul, on se bat à travailler pour son service, on oublie que l'on doit lier son travail avec le travail des autres, il y a comme des maillons qui s'emboîtent. Et cela a été une des difficultés à surmonter dans ce travail ».

Michèle Batamio, responsable qualité donne son sentiment sur ce processus qui a abouti à la certification ISO.

« On a d'abord fait un petit diagnostic pour savoir où nous nous trouvions par rapport à la norme et après on a défini ce qu'on appelle couramment un plan d'actions. Nous avons donc fait une grosse communication. Communiquer avec le personnel, leur dire pourquoi on faisait la certification et les avantages à en tirer. Puis, nous avons défini des objectifs chiffrés ».

« Avec la globalisation et la mondialisation, nous sommes dans un monde de concurrence. Au niveau de l'Afrique centrale, nous voulons conforter notre place de première plateforme et dire au monde entier que nos méthodes de travail respectent les normes internationales. Qui dit normes internationales dit respect de la norme l'ISO 9001 par exemple. En respectant cette norme, nous respectons les exigences qui vont avec et nous visons l'accroissement de la satisfaction client. Nous, à Congo Terminal, c'est vrai que nous avons le monopole au niveau national mais nous visons l'Afrique Centrale, nous visons les différents terminaux qui nous accompagnent. Et du coup nous voulons nous démarquer en disant aux clients nous



sommes certifiés, nous sommes plus proches de vous, nous traitons vos réclamations ».

Pour arriver à la certification, plusieurs étapes ont été parcourues « La norme a des exigences. Par rapport aux exigences, il faut d'abord savoir si la norme s'applique à son activité. Parce qu'il y a des chapitres qui ne s'appliquent pas par rapport à la spécificité. Il a fallu donc définir un plan d'actions, expliquer aux agents ce qu'il fallait faire pendant le déploiement du plan d'actions et voir à chaque fois le niveau de maturité par rapport au système. En faisant des audits internes. Plusieurs réunions ont été tenues pour voir si la façon de faire cadrerait avec la stratégie de l'entreprise. L'une des exigences était d'organiser des enquêtes de satisfaction. Il faut respecter les exigences légales et réglementaires. Elles constituent la base de vérification pour les auditeurs certificateurs. »

L'impact de ces rapports sur les clients

Avant on avait une façon de faire, la norme nous a appris qu'il fallait beaucoup communiquer surtout en interne, être très proche du personnel, définir des objectifs fixés - par exemple le nombre d'avarie, le taux de cadence...

On a défini plusieurs objectifs fixés et à chaque fin du mois on tient une réunion d'information avec les responsables, lesquels répercutent l'information auprès de leurs collaborateurs immédiats. Au niveau des clients, nous avons maintenant des boîtes à suggestions, nous faisons des enquêtes tous les six mois. Dès qu'il y a une anomalie, nous la traitons même en interne. Nous avons maintenant des services qui ont des réunions qu'on qualifie de « relation clients-fournisseurs ». Une façon de dire que le client n'est pas seulement externe, il est aussi interne. Dans une entreprise, il y a la relation client-fournisseur. Cela apporte un plus et quand la direction est très impliquée, cela va beaucoup plus vite comme c'est le cas chez nous.

Au niveau des collaborateurs, on a des documents en français, on passe la même information en langues vernaculaires pour montrer le bien fait de la certification. Aujourd'hui, le personnel est très impliqué.

Guy Michel Passi, chef de service HSE/sûreté nous parle du certificat Pedestrian Free Yard et conformité au code ISPS décernés à Congo Terminal

Le Pedestrian Free Yard veut dire « Terminal sans piétons ». C'est-à-dire ceux qui travaillent sont dans des endroits précis, sécurisés, si bien qu'ils

ne sont pas exposés à d'éventuels accidents. L'évaluation de la gestion du Terminal à conteneurs du Port Autonome de Pointe-Noire a permis d'évaluer le niveau de conformité aux exigences du Pedestrian Free Yard à 99% « Ce chiffre éloquent est un exploit. Il n'a jamais été réalisé sur un terminal quelconque dans le monde, sauf au Congo. Il se justifie par la démarche globale qui a été menée dans l'entreprise. Pedestrian Free Yard est un référentiel du Groupe Bolloré, mis en place pour qu'il y ait une forte diminution des accidents. Ce concept implique un certain nombre d'exigences qu'il faut absolument respecter. À ce titre, il faut l'implication de tous car là où il y a des exigences il y a des comportements qu'il faut changer. Ce concept s'applique aussi aux partenaires extérieurs (douanes, marine marchande, police portuaire etc...). Tous, nous nous devons d'avoir la même vision. Obtenir la certification Pedestrian Free Yard apporte une plus-value certaine « Un Terminal certifié Pedestrian Free Yard est un terminal qui vous assure qu'il a la pleine maîtrise de tous le processus lié à son activité. Cela veut dire que nous maîtrisons les risques liés à notre activité. Cela prouve aussi que c'est un endroit sécurisé en dépit des opérations s'y déroulent (opérations de levage, de manutention, véhicules qui circulent...). Nous rassurons ainsi les partenaires et renforçons l'image positive de notre entreprise. Tout ceci démontre la capacité de l'entreprise, à s'adapter aux changements. N'oublions pas que l'idéal du Groupe Bolloré est que tous les terminaux conteneurs et rouliers soient certifiés.

Aujourd'hui, la grande majorité d'entre eux a déjà obtenu ce sésame. Cependant, l'on ne doit pas dormir sur nos lauriers et surtout ne pas se relâcher ».

Congo Terminal a reçu le 23 juin 2017, de la part du Gouvernement congolais, la déclaration de conformité au code ISPS (Code international



pour la sécurité des navires et des installations portuaires). Les autorités en charge des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande certifient dans cette déclaration la conformité des installations de Congo Terminal au code ISPS, et qu'après vérification, ces installations sont exploitées conformément au plan de sûreté portuaire approuvé.

Pour Guy-Michel Passi, ceci est une preuve supplémentaire de la reconnaissance nationale des atouts et compétences que les équipes de Congo Terminal ont déjà dévoilé au grand jour et qui sont reconnus aujourd'hui sur le plan international.

SOMALIE

Les forces gouvernementales tuent huit islamistes

L'armée somalienne a affirmé avoir abattu huit islamistes somaliens lors d'un raid mené dans la nuit du 24 au 25 août dernier dans le sud du pays. Une version contestée par des leaders communautaires qui l'accusent d'avoir ciblé des civils.

« L'Armée nationale somalienne (...) et nos partenaires internationaux ont conduit une opération de sécurité tôt le 25 août près de Bariire, en Basse-Shabelle, qui a débouché sur la mort de huit terroristes shebab », a annoncé dans un communiqué le ministère de l'Information. « Aucun civil n'a été blessé ou tué dans cette opération », a ajouté le communiqué, selon lequel des combattants shebab ont commencé à tirer sur les soldats somaliens quand ceux-ci ont voulu pénétrer dans une ferme située près de Bariire. « Les personnes qui ont tiré sur les soldats de la SNA étaient des combattants shebab, ce n'étaient pas des paysans », a assuré le général Sheegow.

Cette affirmation a été contestée par des notables locaux (elders) qui ont exhibé neuf corps en présence de la presse à Mogadiscio, la capitale, et exhibé neuf corps en affirmant que les victimes – tous des civils – avaient été tués de sang-froid par les soldats de la SNA, accompagnés selon eux de conseillers militaires américains. « Les forces américaines et les membres des troupes somaliennes ont exécuté neuf civils et, comme vous pouvez le voir, tous ont été tués par balle. On leur a tiré dessus aveuglément », a déclaré aux journalistes l'un de ces elders, Abdul Elmi. Une version que confirme un responsable sécuritaire local, Ibrahim Osman, mais qui ignore les circonstances exactes de leur mort.

Les shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Ils ont été chassés de Mogadiscio en août 2011 et ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions, mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent dans la capitale ou contre des bases militaires, somaliennes ou étrangères.

Josiane Mambou Loukoula

ANGOLA

Joao Manuel Lourenço promet de relancer l'économie du pays

Le candidat du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), Joao Manuel Lourenço, succédera au président José Eduardo dos Santos à la tête du pays. Après la victoire de son parti aux élections générales disputées mercredi avec 64, 57% des suffrages, cet ancien ministre de la Défense a déjà promis de relancer l'économie nationale.

« Ma mission sera de relancer l'économie du pays (...). Si j'y parviens, j'aimerais être reconnu dans l'histoire comme l'homme du miracle économique en Angola », a-t-il déclaré. Joao Lourenço a aussi promis de « combattre la corruption ».

Durant la campagne, il avait assuré qu'il ne comptait pas, au moins dans un premier temps, s'affranchir de la ligne du parti. « Nous allons continuer le travail qu'Agostinho Neto (premier président de l'Angola indépendant) a engagé dans le passé et que le président dos Santos a lui-même continué jusqu'aujourd'hui », avait-il promis en clôturant sa campagne.

À la tête du pays depuis son indépendance du Portugal en 1975, le MPLA qui a remporté les élections générales conservera la majorité absolue des 220 sièges du Parlement, selon des résultats partiels annoncés jeudi par la Commission nationale électorale (CNE). Ses deux principaux adversaires, l'Unita et la Casa-CE, n'obtiennent que respectivement 24,04% et 8,56% des voix. Ils ont immédiatement contesté cette victoire sans appel.

Le président Eduardo dos Santos doit rester président du MPLA jusqu'en 2022, avant de passer le témoin à Joao Manuel Gonçalves Lourenço. Mais son dauphin désigné, un général à la retraite de 63 ans, hérite d'un pays plongé depuis trois ans dans une profonde crise économique, due à la chute des cours du pétrole.

Pour certains analystes, le parcours politique de Joao Manuel Lourenço, entamé en 1970 témoigne de sa loyauté sans faille au parti et de ce qu'il était bien préparé pour accéder au pouvoir. « Cela fait longtemps que je me prépare à cette fonction et que l'on m'y prépare », a-t-il confié en février à l'annonce officielle de sa candidature.



Joao Manuel Gonçalves Lourenço (DR)

Né le 5 mars 1954 à Lobito (ouest), Joao Manuel Lourenço a grandi dans une famille très engagée politiquement puisque son père, un infirmier, a purgé trois ans de prison pour activité politique illégale. Joao Manuel Lourenço a étudié l'histoire dans l'ex-Union soviétique avant de rejoindre la lutte pour la libération de l'Angola en 1974. Après la chute de la dictature au Portugal, il prend part aux combats qui conduiront un an plus tard à l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre 1975.

Neuf ans après, soit en 1984, il devient gouverneur de la province de Moxico (est) et entame son ascension dans l'organigramme du parti. Il est d'abord nommé comme chef de la direction politique de son ancienne branche armée, puis devient président de son groupe parlementaire et vice-président de l'Assemblée nationale. En 2014, le général Joao Manuel Lourenço accède au poste de ministre de la Défense. Il assumera ensuite les fonctions de vice-président du MPLA, qui le feront entrer dans le cercle étroit des dauphins possibles du président Eduardo dos Santos.

Nestor N'Gampoula

Notre engagement pour l'environnement

C'est avec grand plaisir que nous portons à la connaissance de tous que la Société Centrale Electrique du Congo S.A. a obtenu sa certification ISO 14001:2015 démontrant ainsi son engagement pour le respect de l'environnement.

ISO 14001 est une norme convenue à l'échelle internationale qui établit les exigences relatives à un système de management environnemental.

Elle prévoit de fournir un cadre aux organismes afin de protéger l'environnement et de répondre à l'évolution des conditions environnementales en tenant compte des besoins socio-économiques ; Elle prévoit par ailleurs la nécessité de s'inscrire dans une dynamique d'amélioration continue de la performance environnementale.

ISO 14001 permet à un organisme d'envisager toutes les questions environnementales liées à ses opérations, telles que la pollution atmosphérique, la gestion de l'eau et des eaux usées, les nuisances sonores et visuelles, la gestion des déchets, la contamination du sol, l'atténuation des changements climatiques ainsi que l'adaptation et l'utilisation efficace des ressources.

Il s'agit de planifier, de réaliser, de vérifier et d'agir à travers :

- Une plus grande implication de la Direction;
- La mise en œuvre d'initiatives proactive pour préserver l'environnement de tout préjudice et de toute dégradation;
- L'adoption d'une perspective de cycle de vie, pour que les aspects environnementaux soient abordés dès la conception jusqu'à la fin de vie;
- Le respect aux exigences légales et réglementaires, actuelles et futures.

La CEC s'engage à travers sa production à réduire l'émission de gaz à effet de serre de deux manières :

- Le cycle combiné;
- La turbine en mode pré-mix.

La Direction



AVIS DE VACANCE DE POSTE

MTN Congo, société de téléphonie mobile au capital de 11 000 000 000 FCFA, recherche pour son siège social à Brazzaville, un candidat au poste et dans les conditions ci – après indiqués.

Intitulé du poste : Chief Consumer Officer
Rattachement hiérarchique : Directeur général
Lieu de travail : Brazzaville (Congo)
Durée du contrat : Indéterminée.
Brève Description du poste

Le Chief Consumer Officer est responsable de la stratégie du segment de vente du grand public, incluant le marketing, la gestion des ventes et l'analyse des clients.

En collaboration avec le Directeur général, il est responsable des initiatives

stratégiques plus larges en intégrant sur le marché local une approche multifonctionnelle pour fournir aux clients différents services afin de supporter les autres revenus streaming (ex : EBU, Financial services, ...).

ETUDE	•MBA / Master en Commerce /Affaires
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> •8- 10 ans d'expérience dans le domaine de la Vente & Distribution / Espace Commercial •5-6 ans d'expérience dans une haute fonction de direction / fonction de vente entreprise moyenne •3 ans dans un secteur pertinent / Environnement de télécommunication •Expérience de travail dans le monde /Entreprise multinationale avec bonne compréhension des marchés émergents
CONNAISSANCES	<ul style="list-style-type: none"> •Des structures complexes •Des industries de Télécoms et de la pratique du benchmarking •Du management opérationnel et management de la performance d'affaires •Des meilleures pratiques du marketing & des tendances •En gestion de ressources
COMPETENCES	<ul style="list-style-type: none"> •Parle couramment Anglais •Expérience multiculturelle et panafricaine souhaitée •Analyse •Leadership •Amélioration continue •Management des conflits •Négociation •Interprétation des données •Faire face à la complexité •Développement d'affaires
QUALITES COMPORTEMENTALES	<ul style="list-style-type: none"> •Stratège •Innovateur (trice) •Relationnel(le) •Intégrité •Résolveur de problèmes décisifs •Créateur de valeur •Acteur de la Culture et du changement •Orienté résultats •Influenceur
RESPONSABILITES CLES DU POSTE	<p>Stratégie de développement et implémentation</p> <ul style="list-style-type: none"> •Stimuler les stratégies de croissance des ventes et des revenus •Participer à la stratégie de l'entreprise et conduire la stratégie du revenu grand public •Participer à la mise en place et à la mise en œuvre de la stratégie pour accroître les parts de marché •S'assurer de l'implémentation effective de la stratégie marketing, vente et expérience client, en donnant la direction, la structuration, le cadre, le modèle et la feuille de route •Elaborer et valider la stratégie de communication selon l'étude du marché et en cohérence avec la stratégie générale de l'entreprise
	<p>Leadership des employés et management</p> <ul style="list-style-type: none"> •Construire et gérer une équipe performante en assurant une orientation de leadership, la clarté des fonctions, la formation et le développement des carrières •Définir les indicateurs clés de la performance et évaluer régulièrement les performances au travers d'un programme d'évaluation de la performance bien défini et implémenté, et ce, conformément à la politique des ressources humaines et à la législation en la matière <p>Gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> •Conduire des mesures adéquates de contrôle et de maîtrise de risques •Identifier les principaux risques, problèmes, dépendances et définir des mesures d'atténuation •Evaluer les domaines d'amélioration entre les personnes, les processus et la technologie •Résoudre et donner les orientations sur les problèmes escaladés •Superviser tous les projets et initiatives qui sont alignés à la stratégie •Monitorer et s'assurer de l'alignement avec la stratégie groupe et les bonnes pratiques du secteur des Télécoms •Evaluer les performances comparées convenues pour assurer un support approprié au Business •Identifier les actions correctives au travers des plans et les transcrire en plans d'amélioration continue •Reporter mensuellement au directeur général des progrès réalisés au sein de la direction, conformément aux indicateurs clés de la performance
	<p>Responsabilités de supervision</p> <ul style="list-style-type: none"> •Donner la vision et l'orientation générale de la direction pour assurer un focus sur le futur et l'efficience actuelle

- Identifier les besoins de formation et de développement du personnel et mettre en œuvre les actions nécessaires
- Mettre en place une structure organisationnelle appropriée pour atteindre les objectifs fixés

PARTENAIRES

Internes :

- Comité exécutif de l'entreprise
- Groupe CCO
- Vice-Président Régional
- Comité d'Audit
- Auditeurs internes

Externes

- Auditeurs externes
- Distributeurs, Vendeurs,...

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées

Date limite et lieu de dépôt des candidatures :

Les candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae, récépissé de l'Onemo avec attestation de diplôme et références) sont à adresser, au plus tard le 31 août 2017, au siège social de MTN Congo, 36 avenue Amilcar Cabral, centre-ville, BP 1150, Brazzaville - Congo, sur notre site www.mtncongo.net ou sur recrutement.MTNCONGO@mtn.com

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**

CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO

ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la **Tradition** à la **Modernité**

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

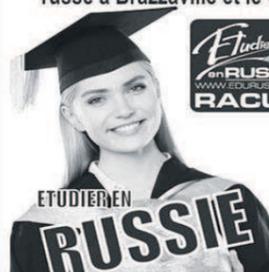
Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32" HD: 159 000 Fcfa
LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa
LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa
LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa
LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Le groupe des Universités d'Etat russes - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3500 dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire
 Consulat Honoraire de Russie
 Avenue Moe Telli, Centre - ville,
 Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
 Tél: +242 055005560

à Brazzaville
 Centre culturel russe de Brazzaville,
 Avenue Amilcar Cabral
 (à côté de Casino, ex-Score)
 Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

LES MEILLEURES FORMATIONS Réseau et Système

100% pratique

- 1** Gestion Internet en entreprise
- 2** Gérez les serveurs virtuels en entreprise
- 3** Devenez Expert en maintenance informatique et réseau
- 4** Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente
- 5** Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)
- 6** Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

KD Computer
 849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
 Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com
 06 621 45 25 / 05 345 78 62

NÉCROLOGIE

Stanilas Okassou et famille informent les parents, amis et connaissances de Makoua (Ndongo, Oyoué, Ifoura et Bokagna) du décès de Delphine Ngalla (Foussa) survenu le 17 août 2017 à Brazzaville. La veillée se tient au n° 121 de la rue Mbé à Talangaï, quartier Manhatann. Référence rue Ndolo grand lavage. La date et le programme des obsèques vous seront communiqués ultérieurement.



REMERCIEMENTS

Les Familles Mboula, Ngafoula, Ngoumba, Ngouonimba et Ankabi, expriment à votre égard leur profonde gratitude pour leur avoir témoigné de votre soutien et compassion lors du décès de leur fille et nièce Ankabi Bianka Christy Henodie survenu le 13 août 2017 à Pointe-Noire. Nous vous prions par la présente, de bien vouloir croire en nos sincères remerciements.





BACHELIERS : OUVERTURE DES INSCRIPTIONS AU CYCLE ANGLAIS DU BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (BBA) DE L'IFAM / PARIS

Vous venez d'avoir le BAC et vous cherchez une école répondant aux normes internationales pouvant vous permettre d'avoir un diplôme européen, rendez-vous à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC), une école de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et de Paris.

A l'ESCIC, tous nos diplômes sont délivrés par nos partenaires européens.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute des Gestionnaires de comptes

PROFIL RECHERCHE :

- Bac + 3 en Economie et Gestion, en Comptabilité et Finance, Gestion Financière et Comptable, Administration des entreprises ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle minimum dans le métier ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir des connaissances de base en comptabilité
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse financière
- Avoir le sens du commercial développé et une grande capacité de persuasion
- Avoir une bonne capacité d'analyse et une connaissance de l'environnement (marché, compétition, prix, facteurs de risque etc.)
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout;
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un agent de trésorerie.

PROFIL RECHERCHE :

- BAC + 4 en Finance, Economie ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception peut-être faite pour les jeunes détenteurs d'un master (BAC+5) avec mention d'un pays de l'OCDE ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière dans la région CEMAC, dans l'un des pays de l'OCDE ou en Chine;
- Avoir de bonne connaissance du métier de la finance, du marché financier ainsi que du marché de capitaux;
- Avoir de bonne connaissance dans le domaine mathématique et logique ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse ;
- Avoir une parfaite maîtrise du pack office ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout non négligeable ;
- Avoir le sens des responsabilités et des initiatives ;
- Avoir de bonne compétence en communications.
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux, dynamique et objective
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, morale et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (e) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Une institution financière de la place recrute un Gestionnaire RH, Chargé de la Paie de l'Administration du Personnel et des Œuvres Sociales.

Qualifications requises :

- Bac + 3 en Finance, Gestion Financière et Comptable, Gestion des entreprises, Management des Ressources Humaines;
- Avoir une expérience cumulée d'au moins 3 ans dans le domaine de la Paie, de l'Administration du personnel des Œuvres Sociales et des Ressources Humaines en générale ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir une maîtrise parfaite des outils de Gestion des Ressources Humaines ;
- Avoir des notions de Comptabilité et de fiscalité ;
- Avoir une très bonne maîtrise du logiciel de paie (SOPRA BANKING ou DELTA BANKING) et de Microsoft Office serait un atout;
- Savoir superviser l'organisation de la paie, établir les fiches de paie et les versements de salaire,
- Avoir de très bonne aptitudes organisationnelles et une excellente capacité d'administration
- Savoir préparer tous les documents réglementaires liés à la gestion du personnel
- Savoir élaborer les tableaux de bords sociaux permettant de suivre l'activité du personnel (absentéisme, rémunération, congés...)

- Savoir collaborer avec les institutions sociales et administratives
- Savoir garantir l'application de la réglementation sociale et des obligations légales au sein de l'établissement
- Avoir le sens du traitement approprié des données se rapportant au personnel (confidentialité, protection des données)
- Avoir de très bonnes connaissances en français, la maîtrise de l'anglais ou du chinois serait un atout;
- Etre autonome et capable de travailler sous pression
- Avoir le sens des relations humaines, un bon esprit d'écoute et des aptitudes en gestion de conflits serait un plus ;
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
 - Références des deux précédents employeurs
- Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante : recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le 01 Septembre 2017 à 17h.
- Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMERIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DIGI CARRÉ COLLE
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

JOURNAUX

MAGAZINES

Chemises à rabat

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux.

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET MUNICIPAL

Jean François Kando prône l'amélioration du cadre de vie et l'encadrement des jeunes

Le Conseil départemental et municipal inaugural de Pointe-Noire a accordé sa confiance, le 24 août, au député maire Jean François Kando à l'issue du scrutin à un seul tour supervisé par le ministre d'État, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Portefeuille public, Gilbert Ondongo, en présence du représentant du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Pierre Sama, et du préfet de la ville, Alexandre Honoré Paka.

C'est à l'issue d'un débat assez passionnant entre les conseillers de la majorité présidentielle qui a mis un peu en difficulté le présidium des travaux dirigé par le doyen d'âge, le conseiller Jean Louvosso, que les 85 élus départementaux et municipaux de Pointe-Noire sont passés au vote qui a finalement vu triompher Jean François Kando avec 64 voix contre 20 pour son challenger Alexis Ndinga et une abstention, soit 76, 18% contre 20,80%. Après le dépouillement, le candidat malheureux a vite reconnu sa défaite en félicitant le nouveau bureau exécutif du conseil.

Jean François Kando, député élu du Parti congolais du travail de l'arrondissement 5 Mongo-Poukou, succède à Roland Bouiti-Viaudo député du MAR après trois mandats consécutifs à la tête de la municipalité de la ville océane, de 2003 au 19 août 2017 où il occupe, la 2^e vice-présidence de l'Assemblée nationale. Aussitôt élu, le nouveau maire a été intronisé et félicité avec son équipe par le représentant de l'État en attendant la passation de service avec le maire sortant.

En effet, à la suite du climat qui a

prévalu dans la salle avant le vote, le ministre a appelé les distingués conseillers au dépassement pour la bonne gestion de l'institution. « *Même si la période électorale a été courte parce qu'il s'agissait d'un scrutin aux suffrages universels indirects, elle n'a pas manqué de susciter quelques passions. Je sais que les conseillers municipaux et départementaux ici réunis ont une grande capacité de dépassement. Ils sauront, après cette élection, cultiver en leur sein la bonne entente, la cohésion et la collaboration nécessaire à la gestion de l'organe collégial qui est le Conseil départemental et municipal (CDM) de Pointe-Noire. Aux membres du bureau exécutif élu, je réitère mes sincères félicitations et je leur souhaite bon vent et plein succès dans l'exercice de leur nouvelle fonction* », a-t-il déclaré.

Après son investiture, le président élu du bureau exécutif du CDM de Pointe-Noire a remercié le président de la République pour le choix porté sur sa modeste personne afin d'assurer cette prestigieuse fonction. Il a remercié sa famille politique et ses mandants de Mongo-Poukou pour leur soutien multiforme. « *Aux vaillants militants du Parti congolais du travail de la fédération de Pointe-Noire, je leur dédie cette victoire car, grâce à leurs suffrages, notre formation politique arrive en tête démontrant par là que le PCT est et demeure le parti dominant dans notre département. Aux conseillers qui de façon unanime m'ont placé au perchoir de notre ville, je saisis cette circonstance pour leur traduire toute ma disponibilité et celle de l'ensemble*



De Gauche à droite, Germain Bemba Bantsimba, Pierre Jusin Makosso, Jean François Kando, Martial Odzebe et Louis Gabriel Missatou, «Adiac»

du bureau exécutif à collaborer étroitement avec tous les élus locaux, quelle que soit leur obédience politique », a-t-il indiqué.

Onze axes pour moderniser la ville de Pointe-Noire

Dans son projet de société dont le but est d'accélérer le redressement global de la ville en vue de l'arrimer à l'émergence, la nouvelle équipe entend faire de Pointe-Noire une ville moderne dont la population disposerait de l'ensemble des infrastructures immobilières urbaines qui leur faciliteront la vie en tenant compte des contraintes économiques, sociales et environnementales. « *Le programme de développement municipal de Pointe-Noire 2017-2022 se veut volontariste et surtout réaliste puisqu'il entend fonder sa réalisation effective sur le potentiel fiscal*

et parafiscal de la ville encore sous-exploité à ce jour en mettant un accent particulier sur l'identification et l'éradication de certaines niches de recette et de nombreux foyers d'évasion qui privent notre ville d'importantes ressources susceptibles de booster sa marche vers la modernité », a ajouté Jean François Kando.

Soulignons que onze actions seront mises en œuvre par la nouvelle équipe dirigeante dans le but de transformer le cadre et les conditions de vie des populations de Pointe-Noire à l'horizon 2022. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration des ressources financières municipales, du cadre de vie et du milieu urbain, de restaurer l'autorité de la ville, de contribuer à la réalisation des programmes d'occupation urbaine et de la construction de l'habitat social,

de promouvoir l'encadrement des jeunes, d'appuyer les politiques de l'école et de la santé publique, de renforcer la coopération décentralisée, de valoriser les ressources urbaines municipales et de prendre en charge les personnes vulnérables.

Les cinq membres du bureau exécutif du Conseil départemental et municipal

Président : Jean François Kando, PCT

1^{er} vice-président : Pierre Jusin Makosso, RDPS

2^e vice-président : Germain Bemba Bantsimba, MAR

1^{er} secrétaire : Martial Odzebe, Capo

2^e secrétaire : Louis Gabriel Missatou, Club 2002 PUR

Charlem Léa Legnoki

SALON DE L'IMMOBILIER

La 3^e édition se tiendra dans la ville océane

Pour informer l'opinion sur les enjeux du salon de l'immobilier qui aura lieu du 29 au 31 août, Désiré Bitoukou, promoteur dudit salon, a animé le 25 août une conférence de presse à la Chambre consulaire de Pointe-Noire.

Les promoteurs immobiliers, les aménageurs, les agences immobilières, les banques, les bureaux d'études, les distributeurs des matériaux de construction, les entreprises de gardiennage et les férus de l'immobilier sont attendus à ce grand rendez-vous de l'immobilier qui se tiendra cette année dans un contexte économique difficile.

Comme l'année dernière, Désiré Bitoukou a tenu à réunir les férus de l'immo-

bilier à Pointe-Noire autour des conférences et des rendez-vous d'affaires. « *En organisant cet événement, nous voulons accompagner le gouvernement de la République à mieux gérer les questions urbaines. Ce salon est une manière de mettre en avant le savoir-faire des Congolais dans le domaine de l'immobilier. Mais c'est aussi un moyen pour attirer les futurs investisseurs au Congo », a dit Désiré Bitoukou. Le salon de l'immobilier, de la construction, de l'habitat, de la décoration et de la mobilité urbaine bénéficie de l'appui et du soutien de plusieurs partenaires dont la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire.*

Hervé Brice Mampouya

DOLISIE

Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso élu nouveau maire

Les conseillers municipaux se sont retrouvés en session, le 24 août, pour élire à travers les urnes le nouveau maire de la commune de Dolisie, Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso.

Une page se tourne dans l'histoire de la vie municipale de Dolisie, Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso a été élu nouveau maire de la troisième ville du pays en succédant à Yves-Fernand Diokouandi qui a occupé ce poste pendant 5 ans.

Le conseil de Dolisie l'a formellement élu au terme d'une session organisée selon la procédure qui prévoit le remplacement d'un maire en exercice. La cérémonie a été présidée par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui avait à ses côtés le préfet du département du Nia-



Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso prononçant son mot de circonstance crédit photo DR»
ri, André Ovu, et un délégué du ministère de l'Intérieur. Après

l'annonce des résultats accompagnée par une salve d'applaudissement, le nouveau maire de la commune de Dolisie a été intronisé devant les élus locaux. Cependant, une émotion plurielle était palpable lors de la réception de l'écharpe et de la symbolique «Clé de Dolisie» par Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso. Membre de la majorité présidentielle, il préside désormais le Conseil municipal et départemental. Bien avant, il était directeur de la Coopération à la mairie centrale. Après son élection, Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso s'est dit très honoré de voir les conseillers municipaux porter leur choix sur sa personne pour conduire les destinées de la commune de Dolisie tout étant conscient de la responsabilité qui lui incombe désormais.

Hugues Prosper Mabonzo

HUMEUR

Quand les services de l'ordre apportent main forte à Averda

Cet accompagnement peut s'accomplir à travers les méthodes qui leur sont propres, notamment la dissuasion ou même infliger certaines amendes à tous ceux-là qui ne jettent pas les ordures dans les poubelles ou dans des bacs à ordures placés ici et là dans la ville, en l'occurrence la ville océane. Certains citoyens reprennent déjà avec la sale et ancienne habitude de jeter les ordures soit dans les caniveaux, sur les places publiques ou même dans les rivières qui traversent de par en par la ville de Pointe-Noire.

Ce comportement s'il n'est pas vite arrêté pourrait compliquer les jours à venir le travail de cette société d'assainissement dont le travail est déjà bien apprécié par de nombreux habitants de Pointe-Noire, surtout au niveau du centre ville où elle avait commencé son boulot. Après le centre ville, cette société d'assainissement est en train de pénétrer déjà dans les quartiers populaires, et cela se vérifie par la présence de ses ouvriers à travers les grandes artères des quartiers populaires des différents arrondissements. Et là où le bât blesse, c'est que contrairement au centre ville où les citoyens ont déjà pris l'habitude de jeter de la saleté dans les poubelles ou dans les bacs à ordures. Dans les quartiers populaires, la chose risque de se compliquer car cette règle d'assainissement est à peine observée.

Pourquoi les services de l'ordre devraient appuyer cette lutte contre l'insalubrité dans la ville ? Réponse : par exemple, le constat est que là où cette société est passée surtout sur les devantures de certains commerces, on observe de l'incivisme.

Et pourtant à quelques mètres de ces commerces, on voit bien des poubelles d'Averda, mais malheureusement des propriétaires de ces commerces après quelques coups de balai préfèrent amasser des ordures dans un coin de la rue au lieu de les déverser dans des bacs à ordures et certains vont même plus loin en les jetant encore dans des caniveaux. Quelle antivaleur ! Cela est visible dans la zone du grand marché de Pointe-Noire. Ce sont des comportements récidivistes qui nécessitent des amendes ou d'autres types de sanctions.

Oui, ne dit-on pas que « chasser le naturel, il revient au galop ». Ainsi donc, en plus des services de l'ordre, les chefs des quartiers devraient rentrer dans la danse en appelant au civisme et en demandant aux concitoyens de ne pas jeter les ordures hors des poubelles de la société d'assainissement. Car dans des quartiers, ce comportement blâmable est aussi observé chez les tenanciers des restaurants de fortune communément appelés les « Malewa ». Car il est parfois regrettable de voir un « Malewa » entretenir quotidiennement une décharge d'ordures. Et à côté, il y a bel et bien le dispositif d'assainissement de la société Averda.

En réalité, avec la dissuasion et d'autres méthodes punitives qui sont propres aux services de l'ordre du genre amendes et autres, on peut assister à la disparition progressive de ces velléités qui voudraient revenir, celles de vouloir jeter dans les caniveaux ou sur les places publiques les saletés de toute nature alors qu'à côté les bacs à ordures de la société Averda sont là.

Faustin Akono

SANTÉ

Le Dr Jean Raoul Chocolat tient à combattre les antivaleurs à l'hôpital général Adolphe-Sicé

La passation de service entre Sidonie Plaza, directrice générale de l'hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire sortant et le Dr Jean Raoul Chocolat, directeur général entrant, a eu lieu le 25 août en présence de Florent Balandamio, directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la Population, qui avait à ses côtés Richard Roger Urbain Bileckot, président du comité de direction dudit hôpital.

Après neuf ans de service, Sidonie Plaza a cédé le témoin à Jean Raoul Chocolat à la tête de l'hôpital général Adolphe-Sicé. Pendant 9 ans, elle a dirigé en dépit des difficultés diverses cette structure sanitaire, l'une des plus importantes du pays par l'offre et la qualité des soins. En cédant le témoin au Dr Jean-Raoul Chocolat, elle a rappelé tout le chemin parcouru par cette structure sanitaire sous sa direction. Malgré des moyens peu évidents, l'hôpital général Adolphe-Sicé, a-t-elle dit, a su maintenir le cap en augmentant ces ressources et en offrant des soins de qualité à la population. Après avoir remercié les autorités pour la confiance faite à sa modeste personne, Jean Raoul Chocolat a pris l'engagement de traduire fidèlement dans les faits la lettre de mission de la ministre de la Santé et de la Population. « Nous pouvons vous garantir la détermination commune que nous avons à assurer un bon fonctionnement de l'hôpital général Adolphe-Sicé selon les dispositions réglementaire en parfaite harmonie avec l'ensemble du personnel d'élaborer un plan afin d'opérationnaliser les objectifs fixés dans la lettre de mission prescrite par la ministre de la Santé et de la Population à renforcer le niveau des soins et services



de santé délivré à la population et surtout d'améliorer la qualité des soins et services de santé dans la discipline, le respect et la dignité humaine. Nous aurons un regard particulier sur la santé du couple mère-enfant. Vous êtes devant le pionnier de la gratuité de la césarienne au Congo ». Et le nouveau directeur général d'ajouter : « Nous informons le personnel que l'échec ne viendra pas de nous. Nous ne ménagerons aucun effort pour appliquer les principes généraux, notamment la discipline, le respect, la dignité, le patriotisme, l'humanisme, l'assiduité, l'amour du travail bien fait, la ponctualité au travail, l'abnégation qui nous régissent pour offrir la meilleure qualité des soins et services de santé à la population. Cessons avec les antivaleurs que sont l'absentéisme, la paresse, le retard au travail, l'irresponsabilité, la vente des médicaments. Vous

Dr Jean Raoul Chocolat / Crédit photo Adiac
vous trouvez devant un agent de la force publique. Derrière le visage souriant que vous allez découvrir quotidiennement à la tête de cette structure se cache un homme imbu des sentiments de détermination afin de faire bénéficier à notre population des soins de qualité ».

Après la signature des documents de travail, Jean Raoul Chocolat a été installé dans ses fonctions par Florent Balandamio. En fin de journée, Vital Evence Ebelebé, spécialiste en médecine, a été intronisé à son tour directeur général de l'hôpital général de Loandjili par le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la Population. Il remplace à ce poste Françoise Ndinga Andely, la directrice générale sortante appelée à d'autres fonctions.

Hervé Brice Mampouya

CONCOURS D'ENTRÉE AUX LYCÉES D'EXCELLENCE DE MBOUNDA ET D'OYO

224 candidats pour dix places dans la ville océane

Le concours s'est déroulé récemment dans toute l'étendue du territoire national. À Pointe-Noire, il a été supervisé par le directeur départemental de l'Enseignement primaire et secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Baptiste Sitou, au lycée Victor-Augagneur, l'unique centre de l'examen situé dans l'arrondissement 2 Mvou-Mvou.

Les 224 candidats ont planché sur quatre épreuves, à savoir les mathématiques, l'expression écrite, la dictée-question et les questions de cours. Le quota des admis par département est passé de 5 à 10 admis en raison de l'ouverture, cette année, du lycée d'excellence d'Oyo dans le département de la Cuvette. Soulignons que les candidats au concours d'entrée aux lycées d'excellence sont les admis du CEPE 2017 qui ont réalisé les meilleures notes dans leurs départements respectifs. Les admis à l'issue de ce concours seront orientés vers les deux écoles d'excellence, notamment celle de Mbounda à Dolisie et celle d'Oyo. Lançant les épreuves dans l'unique centre du lycée Victor-Augagneur, Jean-Baptiste Sitou a appelé les candidats à la sérénité avant de leur souhaiter une bonne chance.

Charlem Léa Legnoki

CONGO/ASSISTANCE HUMANITAIRE

Les Nations unies évaluent leurs interventions au profit des réfugiés

Le système des Nations unies a dépensé environ 54 millions de dollars, soit près de 30 milliards FCFA entre 2014 et 2016 pour faire face aux besoins des réfugiés et des populations d'accueil dans le département de la Likouala.

Le Congo accueille depuis plus d'une décennie des milliers de réfugiés en provenance d'autres pays voisins. Pour y faire face, les agences des Nations unies appuient les autorités congolaises dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition et l'alimentation, dans l'hygiène et l'assainissement. Les résultats des différentes interventions de ces organisations en faveur des réfugiés au Congo, précisément dans la Likouala, ont été présentés le 25 août aux représentants des ministères concernés.

En effet, effectuée entre 2014 et 2016, cette évaluation tient tant du point de vue de son adéquation par rapport aux priorités exprimées dans les documents de politique internationale et nationale que de l'adéquation des objectifs auxquels elles visent à répondre relativement aux besoins des populations. Selon les résultats, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef et autres agences onusiennes ont mobilisé pendant cette période 54.024.916 dollars pour des besoins estimés à 68.607.620 USD. Les résultats escomptés liés à une efficacité des interventions menées ont été atteints pour le secteur de la santé. Concernant le domaine de l'assistance humanitaire, les secteurs de la protec-



Un camp des réfugiés centrafricains à Bétou / Crédit photos Adiac

tion juridique et de la protection de l'enfant, ces résultats ont été également satisfaisants. La performance a été cependant jugée insuffisante dans les secteurs de la nutrition et du rapatriement. D'après le consultant international, Seke Kouassi De Syg, cette intervention avait pour but « l'acquisition des connaissances nécessaires à la transformation de la crise humanitaire, l'interpellation des détenteurs d'obligation par rapport à l'atteinte des résultats définis et un service à la

prise de décision au niveau des instances décisionnaires pour améliorer les interventions en faveur des réfugiés au Congo. »

57 474 réfugiés installés au Congo

Le représentant du HCR au Congo, Cyr Modeste Kouamé, a annoncé que 57 474 réfugiés vivaient encore au Congo. Dans ce chiffre, 30 000 individus se sont installés dans le département de la Likouala avec une forte présence des Centrafricains. Pour

traiter le cas des réfugiés rwandais en République du Congo, le HCR a dépensé 600.000 dollars. Cela prouve, a-t-il commenté,

l'adéquation et bien d'autres. Des recommandations Au terme de cette présentation, le système des Nations unies a

combié le HCR, le PAM, l'Unicef, le gouvernement et d'autres agences des Nations unies se battent pour améliorer les conditions des réfugiés au Congo. Rappelons que parmi les résultats obtenus par ces interventions, on peut citer le renforcement des capacités du personnel et des bénéficiaires, la responsabilisation des communautés. Cela par leur degré d'implication et de participation aux différents secteurs d'intervention, la budgétisation systématique des activités d'éva-

formulé quelques recommandations au gouvernement et au Parlement congolais. Il s'agit, entre autres, de la facilitation du travail des agents du système des Nations unies ; l'extension des projets nationaux dans tous les districts de la Likouala ; l'accélération des travaux d'éligibilité de la Commission nationale d'assistance aux réfugiés ; le renforcement des capacités opérationnelles des services de l'État.

Parfait Wilfried Douniama et Rude Ngoma

RÉFLEXION

Comment vaincre le terrorisme ?

Le drame qui a frappé de plein fouet la semaine dernière l'une des villes européennes les plus visitées, Barcelone, ne laisse malheureusement plus aucun doute sur le fait que dans les mois et les années à venir l'Europe sera la cible d'attaques de plus en plus violentes, de plus en plus meurtrières, de plus en plus inhumaines. Des attaques perpétrées par des individus, ou de petits groupes d'individus isolés mais fondus, immergés dans la société civile et donc difficilement détectables avant qu'ils ne passent à l'acte.

D'où la question suivante que se posent maintenant les autorités des nations de la Vieille Europe qui se trouvent confrontées à des menaces diffuses d'une ampleur jamais connue dans le passé : est-il possible sinon de vaincre, du moins de combattre le terrorisme dans des sociétés riches et donc largement ouvertes sur le monde qui disposent de moyens sophistiqués

pour combattre le mal mais qui ne peuvent tout surveiller en permanence ?

À cette interrogation il n'est qu'une réponse possible dont voici l'énoncé quelque peu schématique : le terrorisme étant le fruit du fanatisme que génèrent dans les pays démunis l'ignorance et la misère, la seule manière de lutter contre lui est de lutter contre la pauvreté. Croire qu'il suffira de mettre en place des services de renseignement mieux outillés, d'installer dans les grandes villes des unités militaires bien équipées, de dresser des blocs de béton ou des barrières métalliques sur les avenues où se presse le grand public relève de l'illusion ou, pire encore, du rêve. La vérité est que seule l'élévation du niveau de vie des populations que s'efforcent d'embrigader les fanatiques de tout poil délivrera les nations du Nord de la menace diffuse mais de plus en plus concrète qui pèse sur elles.

De la même façon qu'il eut été facile, hier, de prévenir les deux guerres qui ont dévasté l'Europe dans le siècle précédent si les Etats avaient eu la sagesse de se concerter pour apporter des réponses aux problèmes qui les dressaient les uns contre les autres il est possible, aujourd'hui, de lutter efficacement contre le cancer dont nous voyons se dessiner les premiers fils. Mais cela ne peut se faire que si les Etats du Nord prennent la juste mesure de leur responsabilité dans le sous-développement des nations du Sud.

Oser regarder la vérité en face, c'est-à-dire reconnaître que la misère est la première source du fanatisme religieux et politique qui lui-même nourrit le terrorisme, assumer enfin la responsabilité des erreurs qui sont à l'origine lointaine certes mais bien réelle des désordres qui menacent leur paix intérieure sont certainement aujourd'hui les premiers pas que doivent franchir les nations qui ont construit leur prospérité présente sur l'esclavage et le

pillage des ressources naturelles des nations du Sud. Plutôt que de fermer leurs frontières dans l'espoir fou d'empêcher les migrants d'affluer vers leurs territoires au risque d'y laisser leur vie par milliers, par dizaines de milliers, l'Europe doit se préoccuper activement de réparer ses erreurs passées.

Mais pour cela il lui faut d'abord regarder la vérité en face, ce qui n'est certainement pas facile alors qu'elle se pose à l'échelle du monde comme un modèle. Aussi la meilleure façon d'y parvenir serait-elle de convaincre ses dirigeants de s'asseoir autour d'une même table afin de s'entendre sur un programme d'aide au développement qui serait tout à la fois réaliste et fondé sur un constat juste des causes de la crise qui menace désormais la sécurité des Européens. Qu'il nous soit permis d'écrire que le nouveau président français, Emmanuel Macron, aurait tout à gagner à initier un tel mouvement.

Jean-Paul Pigasse